

forums

Procès-verbal de forum

(en faire un par thème abordé)

Forum départemental « **Emploi** » ISERE

Date : Mardi 15 novembre 2005 à 18 h

Adresse du forum : Salle du Foyer municipal de Pont-de-Claix
(1, avenue des Résistants)

Nombre de participants-es : 200

Forum à l'initiative de

Co-organisé par

AC !, Les Alternatifs, le Collectif grenoblois pour une autre Europe, le Comité du 29 mai pour une autre Europe de Saint Égrève, Écologie et Société, MRC, PCF, PRS.

Avec la participation de :

du Collectif de la gauche antilibérale de Vizille, de la CGT, de la FSU, SUD PTT, de la LCR, du MCPI, de salariés des entreprises en lutte (HP, Poliméri, Schneider, SI Micro, Services publics, ...), de chômeurs, d'élus régionaux et municipaux.

Le thème traité :

Licenciements, précarité, délocalisations, Après le 29 mai, inventons ensemble une alternative

- **Atelier 1** : Comment lutter contre la précarité, le chômage, les discriminations ?
- **Atelier 2** : Quel contrôle des fonds publics, quels financements, quelles fiscalités ?
- **Atelier 3** : Quel développement équitable des territoires, du local au mondial ?
- **Atelier 4** : Quelles appropriations sociales et citoyennes des entreprises ?

Qui est intervenu dans le débat ? (partis politiques, syndicats, associations) :

- **Atelier 1** : présentation, animation : **AC/ PRS**
- **Atelier 2** : présentation, animation : **PCF/ Ecologie et Société**
- **Atelier 3** : présentation, animation : **Alternatifs /MRC**
- **Atelier 4** : présentation, animation : **PCF/Collectif du 29 Mai Grenoble**

Les éléments essentiels du débat , Les propositions formulées par le Forum

ATELIER 1 : comment lutter contre la précarité, le chômage, les discriminations

Animé par : AC (Agir ensemble contre le Chômage) et PRS (Pour la République Sociale)

Compte-rendu : Marie-Noëlle GAGNEPAIN

INTRODUCTION

Ces 3 maux de notre société sont intimement liés.

Le NON au référendum du 29 mai marque une nouvelle prise de conscience de la société française sur ces questions et sur leur cause principale : le capitalisme financier qui détruit les acquis sociaux et augmente les inégalités et les discriminations.

Les électeurs ont dit NON, mais il ne suffit pas de dénoncer, il faut construire de nouvelles perspectives.

CONSTATS

Le chômage

- On ne peut dissocier chômage et travail dans notre réflexion. Le chômage n'est presque jamais choisi, contrairement à l'image qui est souvent véhiculée : un chômeur est un travailleur sans travail et c'est le travail qui paie le chômage.
- Les chiffres sont menteurs, aussi bien pour les pourcentages généraux que pour les effets de baisse (radiations, non-inscription des jeunes...).
- Le chômage est pour beaucoup une affaire de jeunes, de femmes, de classes sociales défavorisées, donc s'inscrit dans une logique de discrimination.

Comment en sortir ? Le plein emploi est il encore possible ? que faire pour répondre au mieux au chômage en attendant ?

La précarité

- Elle est liée aux conditions du travail, au contrat de travail et au pouvoir d'achat. Mais elle concerne aussi certaines catégories de personnes de manière discriminatoire : il y a une précarité des conditions d'existence souvent peu visible mais bien réelle chez les retraités, les veuves, les femmes, les jeunes, ...

Les discriminations

- Il y a la discrimination sociale à l'emploi, mais aussi une discrimination « raciale » qui continue de s'exercer de façon active dans notre société.
- La discrimination positive ? est ce une solution possible ? la question est posée mais le débat n'a pu aboutir faute de temps :
 - . une réponse : non car elle stigmatise la différence (handicapés, personnes issues de l'immigration...)
 - . une autre réponse : non, la mise en place de droits sociaux réels pour tous, de vraies mesures pour réduire les inégalités où elles sont les plus fortes est préférable.

PROPOSITIONS

Pour moins de marchandisation du travail et plus de réglementation et de contrôle

- Sécuriser des parcours de travail en proposant une **sécurité sociale de l'emploi** qui prenne en compte la formation, la discontinuité des parcours professionnels, les ruptures, les difficultés d'accès à l'emploi.

- Rechercher des ressources nouvelles pour que tout (retraites, chômage, sécurité sociale...) ne pèse pas sur le travail :
 - . taxation des revenus du capital
 - . taxation des entreprises qui licencient, qui ont recours aux emplois précaires, à l'intérim, à la sous-traitance de façon inacceptable
- Rétablir l'équilibre de l'ordre social public en réintroduisant les règles d'un véritable pacte social par le travail :
 - . définition précise du temps de travail effectif
 - . grilles de salaires réaffirmées garantissant une équivalence qualification/salaire
 - . augmentation du pouvoir d'achat
 - . abrogation des lois et exonérations au service des patrons
 - ex : le « contrat nouvelle embauche », exonérations / à la sécurité sociale,

L'UNEDIC

- Réaffirmer les droits fondamentaux : droit au logement, au travail, laïcité, statut des immigrés.....
- Peser pour changer les structures européennes et internationales qui bloquent les progrès sociaux et pénalisent le travail : BCE, OMC....

DONC : construire un projet qui propose des convergences, interpelle la masse de tous les salariés, retraités, chômeurs qui sont désillusionnés, qui peinent mais rencontrent et pratiquent la solidarité et l'entraide dans leur vie quotidienne et qui ont besoin de trouver un cadre adéquat pour réinvestir la politique, diffuser nos idées, les faire partager par le plus grand nombre. Et pour cela nous avons besoin d'un projet qui réponde réellement aux difficultés que les salariés, les femmes, les jeunes rencontrent dans leur vie quotidienne, un projet qui redonne l'espoir dans un monde meilleur !

ATELIER 2: Quel contrôle des fonds publics ? Quels financements ? Quelles fiscalités ?

Animé par : PCF et Ecologie et société

Synthèse: Serge BENITO

40 participants

Le débat a été très riche avec des contributions argumentées, l'ouverture de pistes de réflexion.

Plusieurs convergences se sont exprimées avec la nécessité d'affiner, d'approfondir pour parvenir à des propositions alternatives solides et opérationnelles rapidement.

- 1) Face aux dégâts du libre échange, de la marchandisation de toutes les activités humaines, de la mise en concurrence des salariés, des peuples, l'état doit renforcer son intervention économique au service de la justice sociale, du développement, de l'aménagement du

territoire. Une véritable politique industrielle est nécessaire (hautes technologies mais aussi industries « traditionnelles »).

Combattre les critères de Maastricht et redéfinir la politique budgétaire avec une utilisation positive des déficits. Rôle de l'état dans la redistribution des richesses et la solidarité entre générations.

- 2) Importance de modifier en profondeur la fiscalité nationale et locale en faveur de la justice sociale, de l'emploi, de la cohérence territoriale.
 - taxer les revenus financiers
 - tenir compte de l'ensemble de la valeur ajoutée des entreprises
 - augmenter l'IGF
 - réduire les impôts indirectes
- 3) Renforcer le contrôle des fonds publics
Demander leur remboursement est nécessaire mais ne peut suffire. Il faut intervenir en amont pour déterminer les objectifs et exiger des résultats concrets pour l'emploi, la formation, les salaires, la lutte contre l'insécurité sociale.
- 4) Une autre politique monétaire et du crédit.
Le rôle des banques doit évoluer, notamment dans leurs rapports avec les entreprises, les PME PMI. Création d'un fonds régional pour l'emploi et la formation.
- 5) Nouveaux droits pour les salariés, les organisations syndicales, les élus afin de démocratiser et réorienter la gestion des entreprises, des services publics, des institutions politiques.
- 6) Défense et extension de la place des services publics
Au moment où le gouvernement attaque sur tous les fronts (autoroutes, GDF, EDF, SNCF, Santé, éducation) il est décisif de rappeler le rôle primordial des services publics dans l'économie et l'identité française depuis 1945 (pacte républicain, justice sociale). Même si tout n'est pas parfait, et si des évolutions sont nécessaires, l'intérêt général exige de la collectivité nationale de maîtriser la gestion de biens indispensables à la satisfaction des besoins humains (énergie, eau, médicaments, logements,...)

Plusieurs enjeux ont été abordés plus brièvement :

- développer les échanges entre citoyens, organisations syndicales, forces politiques
- avoir une réflexion sur le protectionnisme
- revenir sur la notion de propriété des biens, des moyens de production
- ne pas oublier la dimension européenne de l'alternative (coopération, rôle nouveau de la BCE, convergence des luttes et propositions)
- remettre en cause les paradis fiscaux, les zones défiscalisées

Atelier 3 : quel développement équitable des territoires, du local au mondial ?

Animé par : Les Alternatifs et le MRC

Compte-rendu : Alda DEL FORNO

1/- Des divergences dans l'approche de la notion développement

L'introducteur à la session pose le problème en affirmant que la croissance est l'opposé du développement équitable.

Cette position est étayée par des faits : la période de croissance du PIB est une période d'accroissement des inégalités et de montée de la précarité.

La croissance du commerce international n'est pas non plus un critère de développement.

L'indicateur de développement à préférer est l'Indicateur de Développement Humain du Programme des Nations Unies pour le Développement.

Cette affirmation sur la nocivité du concept de croissance dans le débat sur le développement est partagée par quelques-uns des participants à l'atelier : la course à la production n'est pas bonne. Enfin une conception du développement basée sur les variables économiques n'est pas bonne. Les conclusions, rapidement tirées, sont qu'il faut refuser l'énergie nucléaire, les pesticides, les OGM. Selon la même vision, il convient également de s'interroger sur les pseudos bienfaits de la course effrénée à l'utilisation de nouvelles technologies.

L'opposition croissance / développement n'est pas partagée par tous les participants.

Pour une autre partie des participants, le développement implique le changement des structures (de la production et de la consommation), et ce changement ne peut pas exister en dehors de la croissance des richesses produites. Que l'indicateur de la croissance habituel (taux de croissance du Produit Intérieur Brut calculé par l'INSEE) ne soit pas adéquat cela ne fait aucun doute. Mais il ne faut pas confondre la mesure de la croissance avec le concept de croissance des richesses. En outre, l'IDH du PNUD est lui aussi construit à partir de variables économiques, dont le PIB.

Deux questions fondamentales apparaissent alors :

- le contenu de cette croissance (quels produits) ;
- la répartition de cette richesse. Aussi bien à l'intérieur du territoire national (répartition des revenus entre salaires et profits, ou inégalités entre les Régions, voire les zones urbaines et / ou rurales), qu'entre les nations. L'accès aux services publics est l'un des moyens pour mesurer cette performance.

Toutefois, tous sont d'accord pour affirmer que le développement est celui de l'homme et de tous les hommes.

2/ Des convergences sur les domaines où l'intervention collective et politique est urgente

Mais les politiques préconisées resteront influencées par les deux approches divergentes de départ

a/ Pour les tenants du développement sans croissance, les mesures économiques consisteraient à réglementer l'échange international en imposant un prix plancher pour les matières premières, à développer l'éducation qui est le moteur du développement ; pour ce faire, les systèmes éducatifs devraient être pris en charge par l'UNESCO.

La course aux nouvelles technologies doit être arrêtée.

L'OMC est néfaste, le système bancaire est "à la sauce américaine".

La solution réside dans le retour à une économie locale, avec des producteurs à proximité des consommateurs.

Un effort citoyen est alors nécessaire pour rendre efficace un tel système.

b/ Pour les partisans de la croissance-développement, deux points importants émergent :

La répartition des richesses et les décisions concernant la production.

Problèmes de répartition

- on a vu le partage du PIB salaires / profits se modifier rapidement en France dans les années 1983-1990 (de 69 / 41% à 59 / 51%) pour se stabiliser ensuite à ce niveau. Revenir à un partage plus équitable est indispensable en arrêtant la course à la baisse du coût du travail ;
- un autre moyen de partager la richesse produite est de développer les services publics et de les rendre accessibles à tous. L'égalité d'accès sur tout le territoire est fondamentale.

* **Le développement des services publics** doit prendre en compte les besoins de l'ensemble de la population. L'éducation nationale a un rôle central à jouer, en effet, on cumule aujourd'hui les inégalités sociales et les inégalités scolaires, alors qu'il faut aller vers le développement humain total (de l'individu, du citoyen, du producteur). On ne peut pas se contenter d'une formation qui mette les individus en adéquation avec le système d'emploi à un moment donné.

* **L'accès à l'eau, à l'énergie et aux soins de santé** doit être amélioré et le même pour tous.

* **De même l'accès à un logement est capital.** À ce sujet, les pouvoirs de préemption des maires devraient être étendus à tout le territoire de la commune.

La réalisation d'un programme de développement

* **La monnaie est remise au service de l'investissement** (que la Banque Centrale Européenne cesse d'avoir pour seul horizon les marchés monétaires et l'inflation) et que les marchés financiers soient maîtrisés (retour à un contrôle des changes et des mouvements de capitaux).

* **Le développement de nouvelles technologies ne peut pas être rejeté en bloc** : si certaines conduisent à des résultats sans relation avec les besoins, d'autres sont devenues indispensables.

L'orientation de la recherche en matières de nouvelles technologies doit relever d'une décision collective, politique.

* **Le développement n'est pas envisageable dans un seul pays** : nous dépendons du développement des autres nations. Les relations avec les pays sous-développés sont à revoir, en ce qui concerne les prix des matières premières, la dette et le comportement de la Banque mondiale et du Fonds Monétaire International.

3/ La question des "leviers de commande"

Ce point fait l'unanimité, une caractéristique du développement étant de promouvoir la démocratie..

Aucun programme n'a de sens s'il n'est démocratique.

Un projet de société est indispensable, il convient de sortir de la société sans perspectives qui est actuellement notre lot.

Deux propositions émergent, pour assurer la démocratie :

- partir des besoins exprimés par les citoyens ;
- ne pas accepter, sans précautions, les analyses des experts. Ceci ne signifie pas ne pas les consulter ; cela veut dire soumettre leurs recommandations à la critique par le politique.

De ceci découlent les démarches nécessaires :

- d'une formation ;
- d'une information complète et sincère (non biaisée par la surenchère médiatique) ;
- de discussions.

Une dernière question a été soulevée, sans que la discussion puisse se développer sur ce point : celle de la responsabilité individuelle (dans tous les domaines : de la consommation, mais aussi de la production et surtout en matière de politique).

En un mot, il conviendrait de définir ce que l'on appelle "citoyen".

Atelier 4 : Quelles appropriations sociales et citoyennes des entreprises ?

Animé par : PCF et Collectif Grenoblois du 29 MAI

Notes : Armand SOLER

Présentation

C'est d'abord poser la question de la propriété des entreprises. Après l'échec du socialisme réel et du programme commun, comment reposer la question. Quelles autres formes de propriété et de gestion en dehors de ce que dicte la loi due profit et le « moteur » du marché dans lequel la régulation se fait a posteriori ?

Comment imaginer une gestion socialisée ? Quelle articulation entre gestion des salariés et gestion des citoyens pour qui l'on produit.

Pour faire irruption dans l'économie il faut se remettre à y croire. Il y a un rôle de l'Etat dans l'appropriation des entreprises. On a privatisé davantage parce que ça rapportait que parce que la gestion était mauvaise. Il faudra rationaliser.

Nous avons affaire au salarié, au citoyen, à l'utilisateur et aussi à l'actionnaire.

Quelquefois c'est tout à la fois la même personne.

Est mise en avant la notion **de flux de capital (entrées et sorties d'argent dans l'entreprise)**.

La renationalisation doit impliquer d'autres modes de représentation des syndicats (nouveaux droits).

La soumission de l'entreprise à la concurrence entraîne la soumission des cadres aux critères de la productivité, et empêche la création de propositions novatrices pouvant être soumises à l'approbation collective. La notion de coopération est absente des démarches de management, car elle implique droit et démocratie.

Le développement des droits des entreprises publiques doit se faire parallèlement avec ceux du privé (mêmes droits du travail pour tous).

Avoir un statut des entreprises publiques **réquisitionnées (et non rachetées aux actionnaires)**.

Que faut-il pour une propriété collective socialisée ?

- la définition des besoins (des salariés et des usagers)
- avoir les moyens de peser sur les choix en ayant du temps pour devenir citoyen de l'entreprise
- donner envie de participer à une gestion démocratique (au-delà de l'actionnariat)

Quelles luttes vont s'y attaquer ? Comment casser les pleins pouvoirs ? En réquisitionnant les services publics sans payer les actionnaires. Une expérience de victoire sur l'emploi nous ferait avancer sur la définition de ce que l'on veut.

Propriété et appropriation : les pouvoirs de décision dans l'entreprise. Il faut pouvoir participer aux choix financiers fait en amont (jusque dans les CA). Mais avec quelle ré appropriation ? Avec des espaces nouveaux (territoires et régions) (cf. atelier 3 pour la cohérence). Il existe une transversalité de la participation dans les entreprises et les collectivités territoriales.

Socialiser la gestion n'est pas socialiser la production car il faut pouvoir décider de la financiarisation.

Il faut élargir la notion de salaire (pension, sécu). Tenir compte également du contexte mondialisé. Avoir un Etat qui intervienne sur les entreprises (réquisitions). **Penser globalement une autre OMC.**

Les employés décident sur leurs temps de travail dans des institutions différentes. **Il faut créer une institution qui rassemble en cohérence salariés, usagers et citoyens.**

Le problème de la formation : qui fixe les missions ? pour quels buts ? quelle est la demande réelle ? Il n'y a que des préoccupations financières sur le CAC 40 mais aucun projet industriel. Et les dirigeants ont réussi à intégrer les salariés à leurs critères de gestion (il y a une part de responsabilité syndicale). **D'où des difficultés à avoir des propositions alternatives.** (piste de travail à proposer : quels sont les obstacles à surmonter pour donner envie de se battre pour la formation et l'emploi ? n dlr)

Il faut mettre en place de nouveaux critères financiers, des droits nouveaux pour les salariés. Diminuer le temps de travail. Se réapproprié l'emploi par la démocratie directe. **Il faut créer un organisme local qui enquête sur la nécessité et la possibilité de création de telle ou telle entreprise locale.** Ces emplois ne peuvent pas être rachetés par les entreprises (aide sociale et solidaire) . Il faut **développer une relocalisation des entreprises. Il y a une démarche d'éducation populaire à s'approprier une entreprise.**

Conclusion en c-r d'atelier :

la discussion a davantage porté sur la gestion collective de l'entreprise que sur le contrôle des entrées et sorties des flux du capital de l'entreprise.

La question est posée de savoir comment articuler l'intervention des salariés et des usagers. Garder la propriété privée des entreprises en socialisant leur gestion sera difficile.

Représentants du Forum au Forum national du 26 novembre à Villepinte (joindre une fiche avec les noms, prénoms, adresses, téléphones et mails des délégués en annexes) :

Initiatives prises à l'issue du Forum : Réunion de synthèse le 21/11/2005

- continuer ensemble dans le souci de rassembler et construire l'alternative politique, ne pas décevoir
- participation aux actions et rencontres publiques communes,
- un forum sur les services publics en janvier
- d'autres forums, colloques; (services publics, logement, laïcité,) manifestations communes
- **participation au forum de Paris du 26 novembre** : délégation à mettre en place ; problème de temps et de disponibilité (les co-organisateur sont frileux : c'est une initiative du PCF, crainte de « récupération politique » pour les associations, syndicats)